
Aucune force ne pourra, à elle seule, remédier à la situation

Entretien avec

Abderrazak Makri

Président du groupe parlementaire du Mouvement de la société de la paix (l'ex-Hamas), Abderrazak Makri reproche à l'ex-Front islamique du salut (FIS) d'avoir mis la revendication islamiste «à portée du premier venu», en 1990-91. Virulent contre les GIA, il taxe en outre le pouvoir algérien d'incompétence et explique que son mouvement participe au jeu électoral car il a le sens des responsabilités. Il espère que la population aura appris à porter un regard beaucoup plus «responsable» sur les discours qu'on lui propose.

— *Avez-vous été personnellement victime de la violence en Algérie?*

J'ai été menacé à plusieurs reprises. J'ai même été condamné à mort par un groupe proche des GIA. La rumeur m'est arrivée par un jeune universitaire de ma ville, M'Sila. Quelque temps plus tard, il a été tué par les services de sécurité et j'ai appris qu'il faisait partie d'un groupe armé. C'était en 1994-95. À l'époque, les groupes armés étaient comme des poissons dans l'eau dans beaucoup de villages de la région. Ils bénéficiaient d'une grande liberté de circulation. Quand j'ai appris qu'on m'avait condamné à mort, je me suis réfugié dans la clandestinité. J'ai quitté mon travail pendant quelques jours. Puis je me suis dit que ce n'était pas une vie, qu'il fallait continuer mon travail de militant. Les groupes me reprochaient deux choses: j'appartenais à l'une des commissions de dialogue mises en place avant les élections présidentielles de 1996 (1991) et j'étais très virulent dans la dénonciation de la religion à des fins personnelles. Notre mouvement, le Hamas, fait beaucoup plus de mal aux GIA que leur autre

Printemps 1998

ennemi, l'armée, car nous démolissons leur soubassement idéologique, nous leur retirons leur couverture religieuse.

— *Qu'est-ce que les GIA selon vous? Combien sont-ils?*

Nous ne connaissons pas leur nombre. L'information concernant les questions de sécurité n'est pas transparente en Algérie. Comment les définir? Ils sont contre le monde, contre la société, contre tout ce qui bouge. Les massacres sont-ils des actes de désespoir, de vengeance, une volonté de créer l'anarchie pour établir un nouveau rapport de force? Mais au profit de quoi et de qui? On ne peut pas exclure que certains soient manipulés. Dès lors que nous ne disposons pas d'informations qui confirment ou infirment cette hypothèse, on ne peut ni l'exclure ni la soutenir. C'est l'une des raisons pour lesquelles notre mouvement demande que les députés soient informés de la situation sécuritaire. Une chose est sûre en tout cas: les GIA sont aujourd'hui dans une grande situation d'isolement. Les Algériens se sont rendu compte que ces groupes n'ont aucune légitimité et qu'ils commettent des atrocités. C'est devenu un danger de les fréquenter et la population a appris à être très prudente dans ses conversations et ses fréquentations.

— *Quelle est la responsabilité, même indirecte, de l'ex-Front islamique du salut (FIS) dans la création de ces groupes armés?*

Aujourd'hui, il est avéré que les membres des GIA ne sont pas connus dans l'histoire récente du mouvement islamiste en Algérie. Ce sont des délinquants qui ont connu les groupes armés via le Front islamique du salut (FIS) au début des années 90. Beaucoup ne sont pas pratiquants. Ce sont des drogués, des repris de justice. Ceux qui connaissent le mouvement islamiste algérien savent la vérité.

Historiquement, il faut se rappeler qu'il y eut pendant trente ans une dictature en Algérie, qui n'autorisait pas les élections libres ou la liberté d'expression. Toutes les tendances politiques, les nationalistes incarnés par le pouvoir en place, les laïcs (le mouvement berbère et le parti communiste) et les islamistes, ont alors connu, à des moments divers, la tentation de la violence. En 1989, survient le multipartisme. La rupture est très brutale avec l'ère de la pensée unique. La gestion de cette période par le pouvoir a été très médiocre. A son grand laxisme s'est ajoutée la violence verbale du FIS. Les germes de violence existaient partout. Le FIS a drainé les foules en optant pour un populisme tout azimut et en prônant une justice sociale utopique et irrationnelle. Ce mariage du populisme et de l'islamisme a permis à des charlatans d'utiliser la religion sans la connaître. Au même moment, au Hamas, nous estimions que le pouvoir cherchait en fait à se succéder à lui-même en créant une vraie-fausse libéralisation et une opposition-repoussoir.

En votant pour le FIS, la majorité des Algériens a montré qu'ils étaient attachés aux valeurs musulmanes, mais aussi au changement de régime et à la justice sociale. L'interruption du processus électoral en janvier 1992 a donné l'alibi qu'attendaient les extrémistes et les radicaux du mouvement. La violence, ensuite, s'est expliquée par la lenteur du pouvoir à trouver des solutions démocratiques, la réticence des leaders du FIS à condamner la violence et à refuser le dialogue sans préconditions et par l'aggravation du contexte socio-économique. La paupérisation a progressé à une vitesse fulgurante. Aujourd'hui, à 30-35 ans, quand on n'a pas de travail, pas de foyer, pas d'espoir de se marier, on ne peut plus rêver, on ne peut plus espérer, on a perdu son humanité. On est alors aisément manipulable.

— *Comment ce déferlement de violences atroces a-t-il pu survenir en Algérie?*

Nous avons demandé, parmi une série de «Trente propositions pour sortir l'Algérie de la crise» présentées début février à l'Assemblée nationale, que soit encouragée la recherche scientifique pour essayer d'expliquer ce phénomène de violence. Il faut utiliser les ressources de la sociologie, de l'histoire, voire de l'anthropologie. Les causes sont, bien sûr, souvent très emmêlées et la violence a parfois des explications ancestrales.

Ceci dit, d'autres peuples, d'autres nations dans le monde ont connu des situations similaires sans qu'il y ait de justifications convaincantes. Il y a eu la guerre de Sécession aux Etats-Unis, les guerres de religion en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, les deux guerres mondiales avec les bombardements indiscriminés des villes, sans oublier l'usage de la bombe atomique. De mon point de vue, il n'y a pas de différence entre ces événements et ce qui se passe aujourd'hui en Algérie. Dans tous les cas, c'est l'humain qui perd ses repères. En Algérie, les groupes armés utilisent la justification religieuse parce que le FIS a mis ce discours à la portée de tous. C'est cela que nous lui reprochons: avoir offert la couverture religieuse au premier venu, qui l'a ensuite utilisée à des fins politiques, sociales, économiques, ou... de vendetta.

— *Et quelle est la responsabilité du pouvoir et de l'armée dans les massacres?*

Lors d'un récent débat sur la sécurité à l'Assemblée nous avons accusé le gouvernement d'incompétence. Ce qui est apparent, c'est cela: l'incompétence diplomatique, sécuritaire, médiatique, socio-économique. En plus, bien sûr, il y a des dépassements, c'est clair et net.

— *Quelle solution prônez-vous?*

La vraie démocratie, c'est-à-dire se parler, s'écouter, se connaître, se comprendre, s'entraider, retrouver ses espaces communs.

Printemps 1998

— Certains ironisent à Alger en expliquant que pour l'armée, la seule alternative au pouvoir, c'est le pouvoir. N'êtes-vous pas une caution islamiste du régime?

Ceux qui ont le pouvoir veulent toujours le garder. C'est vrai partout. Mais la démocratie ne le permet pas. Et en Algérie, aucune force ne pourra à elle seule remédier à la situation. Nous sommes là pour essayer de concrétiser les notions d'alternance politique, de liberté d'expression, de démocratie. Peut-on faire autrement que de participer au processus politique? Nous sommes un parti légal. Nous avons un électorat. La conjoncture socio-économique est très difficile. Le terrorisme sévit. Peut-on se payer le luxe d'un débat sur le boycottage de la scène politique? Il faut faire des concessions pour amener les Algériens à dialoguer. Malgré la fraude massive, notamment aux dernières élections locales, nous devons être présents, y compris au gouvernement. C'est notre droit et notre devoir de présenter notre savoir-faire, notre compétence. Nous nous inscrivons dans le long terme.

— L'islam reste-t-il un enjeu politique aujourd'hui en Algérie?

Dans l'histoire musulmane, il n'y a jamais eu de conflit entre l'islam comme religion et le politique. Dès le début, l'islam a participé à la gestion de la cité. Cela a perduré tout le temps, sauf pendant le colonialisme. Dès lors, il est normal de trouver en Algérie des partis politiques qui s'inspirent des références civilisationnelles islamiques. Ceci dit, l'essence de l'islam ne permet pas d'imposer un modèle. Il y a toujours eu plusieurs écoles, des avis partagés. La *chari'a*, ce sont ces textes fondamentaux absolus qui donnent aux musulmans une conception, un principe de vie où s'ancre la réflexion sur l'adaptation des croyants à la modernité de chaque période et d'où découle le *fiqh*, la jurisprudence islamique, qui est amendable. Politiquement, je crois que les Algériens sont convaincus que les massacres n'ont rien à voir avec l'islam mais cela va quand même les conduire à développer leur sens critique. La population doit avoir un regard beaucoup plus responsable par rapport au discours qu'on lui propose, pas seulement envers le discours populiste islamiste mais aussi envers le discours populiste socialiste. Cela ne sera possible que si s'instaurent durablement la liberté de conscience, la liberté d'expression et le débat intellectuel.

Entretien conduit par
Jean-Christophe Ploquin